



Accord de Malte: on meurt toujours en Méditerranée

Par [Marianne Arens](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2019

[wsws.org](#) 7 septembre 2019

Lundi, les ministres de l'intérieur de l'Allemagne, de la France, de Malte et de l'Italie ont convenu d'un «mécanisme d'urgence» dans le cadre de la politique de l'Union européenne (UE) en matière de réfugiés. Les réfugiés sauvés en mer arrivant en Italie ou à Malte devraient à l'avenir être répartis dans les autres pays de l'UE dans un délai de quatre semaines.

L'accord de Malte, célébré dans les médias comme une «percée» et une «solution européenne», ne vise pas à mettre fin aux mourants en Méditerranée, mais simplement à faire oublier la tragédie au grand public.

Les mécanismes utilisés pour fermer les frontières de l'Europe et qui poussent les réfugiés à traverser la mer en mettant leur vie en danger restent en vigueur. Plusieurs navires des ONG restent cantonnés à quai, l'opération Sophia de l'Union européenne ne sera pas reprise, et la coopération avec les soi-disant garde-côtes libyennes se poursuivra et le développement des camps en Afrique sera poursuivi.

L'accord empêche simplement les navires accueillant des réfugiés désespérés à bord de dériver pendant des jours, voire des semaines en mer, jusqu'à ce que les États de l'UE aient convenu de leur répartition. Au lieu de cela, un mécanisme de quota de distribution fixe devrait garantir qu'ils soient autorisés à accoster immédiatement.

Ces derniers mois, les scènes diffusées par ces navires ont accru la résistance à la politique inhumaine de l'UE en matière de réfugiés. La capitaine de Sea Watch, Carola Rackete, a été saluée par la communauté internationale et a été honorée pour avoir amené 53 réfugiés sur l'île de Lampedusa après des semaines d'attente en mer, malgré l'interdiction des autorités italiennes.

Avant tout, l'accord de Malte est un geste de relations publiques bon marché destiné à saper la résistance aux politiques inhumaines relatives aux réfugiés. Tous les organes de presse ont rapporté que l'Ocean Viking arrivait dans un port sicilien avec 182 réfugiés après une semaine passée en haute mer. Le navire de SOS Méditerranée et MSF avait sauvé 218 personnes de quatre naufrages différents en une semaine, dont de nombreuses femmes, de jeunes enfants et un nouveau-né. Après une semaine en haute mer, leur situation à bord était devenue absolument insupportable.

Le nouvel accord a été annoncé lundi soir à la forteresse portuaire maltaise de St. Angelo. Étaient également présents le commissaire européen aux migrations, Dimitris Avramopoulos, et le ministre finlandais de l'intérieur, qui assure actuellement la présidence de l'UE. L'accord prévoit que les personnes arrivant de Libye en Italie ou à Malte via la

Méditerranée seront d'abord réparties en Allemagne, en France, en Italie, en Finlande et à Malte, selon un mécanisme de quota convenu.

Cependant, il n'y a pas de nombre fixe. Dans l'espoir à peine justifié que davantage de pays de l'UE adhèrent au «mécanisme d'urgence», il sera présenté devant la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UE à Luxembourg le 8 octobre.

L'accord est strictement limité géographiquement et ne s'applique qu'aux réfugiés arrivant de Libye sauvés en haute mer. Cela ne s'applique pas aux réfugiés qui se rendent en Europe par leurs propres moyens et qui sont bloqués à Malte, à Chypre ou sur une île grecque.

Même pour les personnes qui tombent sous le coup de l'accord, la situation est loin d'être sûre. Isolés de la population, ils seront emmenés dans des centres d'accueil italiens et maltais, où ils seront d'abord soumis à un contrôle de sécurité. Les réfugiés doivent être interrogés pour rechercher des liens avec le terrorisme par des équipes de police de l'Union européenne, en grande partie originaires d'Allemagne. Après cela, ils devraient être répartis aux pays de l'UE dans un délai de quatre semaines, et c'est seulement à ce moment-là que la procédure d'asile commencera.

Comme chacun le sait, cela peut facilement aboutir à une déportation. En Allemagne, plus de la moitié des demandeurs d'asile sont rejetés et le taux est nettement pire pour les nouvelles demandes.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer (Union sociale chrétienne, CSU), a tenté de vendre l'accord comme preuve d'une politique humanitaire en faveur des réfugiés. «J'ai toujours dit que notre politique d'immigration était également humaine. Nous ne laisserons personne se noyer», a-t-il affirmé.

En fait, rien que pour cette seule année, près d'un millier de personnes se sont noyées en Méditerranée. Et ce ne sont là que les chiffres démontrés par le projet «Migrants disparus». La responsabilité de ces décès incombe à la politique de l'UE en matière de réfugiés et aux gouvernements européens, notamment la grande coalition de démocrates chrétiens et sociaux-démocrates à Berlin.

Pour rassurer les critiques de droite au sein de ses propres rangs, Seehofer prévoit que l'Allemagne n'est engagée que pour accepter quelques réfugiés. Sur les 2199 personnes sauvées en mer par les ONG et les garde-côtes italiens et maltais depuis juillet de l'année dernière, l'Allemagne avait promis d'en prendre 565, mais seulement 225 sont venues en Allemagne, a-t-il déclaré. « 225 dans 15 mois », a-t-il répété. «C'est à des années-lumière d'un changement de politique d'immigration du gouvernement.»

Les mesures adoptées à Malte ne visent pas à sauver les réfugiés, mais à gagner du temps pour rendre hermétique la forteresse d'Europe.

Dès juin 2018, l'UE avait [décidé](#) de renforcer massivement l'organisation de protection des frontières Frontex, de déporter impitoyablement les réfugiés et d'établir des camps de concentration fortifiés militairement («points chauds») à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Elle n'en démord pas là-dessus. Dans la mesure du possible, ces camps doivent être construits directement sur le continent africain. À l'avenir, les réfugiés seront détenus au-delà du sud du Sahara. La France et l'Allemagne renforcent leur présence militaire au Mali et dans d'autres pays.

Luigi Di Maio (Mouvement des cinq étoiles), ancien vice-Premier ministre et aujourd'hui ministre des affaires étrangères d'Italie, a établi des contacts avec plusieurs pays méditerranéens cette semaine. En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, Di Maio a rencontré les ministres des affaires étrangères tunisien et algérien. Les deux l'ont invité à se rendre dans leur pays afin de discuter «du contrôle des flux migratoires».

L'accord de Malte sert également à stabiliser le nouveau gouvernement italien favorable à l'UE. Matteo Salvini, chef de la Lega d'extrême droite et ancien ministre de l'Intérieur dans l'ancien gouvernement, avait délibérément utilisé la question des réfugiés pour susciter des sentiments opposés à l'UE. Le nouveau gouvernement, une coalition du Mouvement des cinq étoiles et des démocrates (PD), veut travailler en étroite collaboration avec l'UE.

La semaine dernière, les présidents Frank-Walter Steinmeier (Allemagne), Emmanuel Macron (France) et Sergio Mattarella (Italie) se sont rencontrés à Rome. En Allemagne, Seehofer a déclaré: «Grâce au nouveau gouvernement italien, nous avons maintenant une grande opportunité en Europe de veiller à ce que les problèmes d'immigration répondent à un concept. Si la République fédérale [d'Allemagne] ne saisit pas cette occasion, ce serait une grave erreur.»

En revanche, le nouveau gouvernement n'a pas modifié son orientation en matière de politique relative aux réfugiés. Les différends avec les politiques anti-immigrés de Salvini sont purement cosmétiques. Par exemple, les décrets brutaux de Salvini n'ont pas été levés. Comme auparavant, de nombreux navires d'ONG, tels que Lifeline's Eleonore, restent arraisonnés par l'État. Le capitaine de l'Eléonore, Claus-Peter Reisch, avait déjà été condamné à une amende de 10.000 euros à Malte. Le 2 septembre 2019, avec 100 réfugiés sauvés à bord, il s'est dirigé vers le port sicilien de Pozzallo. Pour cela, il est maintenant menacé d'une amende de 300.000 euros.

L'Europe «parle toujours de valeurs communes», a commenté Reisch, «alors que sur la mer, les gens se noient de manière sans charité chrétienne».

Marianne Arens

Article paru en anglais, WSWs, le 27 septembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Marianne Arens, wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Marianne Arens](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca